



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANDIDIER

1 route de Moriville
88330 Rehaincourt

Références : S-23-1408RP

Code AIOT : 0006202420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement GRANDIDIER implanté 1 route de Moriville 88330 Rehaincourt. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles 2023 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDIDIER
- 1 route de Moriville 88330 Rehaincourt
- Code AIOT : 0006202420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement GRANDIDIER exploite à REHAINCOURT une installation de collecte, tri, transit et regroupement de déchets dangereux.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement a été autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 809/2000 du 17 avril 2000 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux ;
- Prévention de la pollution des eaux ;
- Surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Contrôle de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
2	Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.2	Sans objet
6	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.4	Sans objet
9	Contrôle de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.3.2	Sans objet
10	Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 2, point 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats ont révélé des non-conformités. Ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 5.2.1, 5.2.3, 5.2.5, 5.3.1 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 17/04/2000 susvisé.

Face à ce manquement, il est proposé de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure l'établissement GRANDIDIER, de respecter les prescriptions des articles susvisés dans des délais fixés. Un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens et est annexé à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.
Constats : L'établissement GRANDIDIER est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux substances per-et polyfluoroalkylées car soumise à autorisation au titre des rubriques 3510 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'établissement dispose d'un point de rejet des eaux de ruissellement du site potentiellement souillées. En effet, les camions transportant les déchets regroupés ou en transit sur le site roulent sur cette voirie. Le site entrant comme déchets notamment des solvants constitués de substances per-et polyfluoroalkylées sont concernés par la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS.

La campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement est attendue pour fin décembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.1

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée :

5.2.1 Le réseau de collecte interne de l'établissement sera aménagé sur le mode séparatif, permettant le rejet direct des eaux non polluées (telles qu'eaux pluviales non polluées) au milieu naturel. Un schéma de tous les réseaux d'alimentation en eau et des égouts doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté.

Constats :

Les eaux de toitures, non souillées, notamment celles du bâtiment stockant les piles, sont collectées séparément des eaux susceptibles d'être souillées.

Par contre, le schéma des réseaux présenté par l'exploitant est incomplet et n'est pas à jour et ne correspond pas à la visite réalisée sur le site.

Observations :

L'exploitant transmettra à l'inspection, dans le délai stipulé, un schéma complet des réseaux d'alimentation en eau et des égouts.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.2

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée :

5.2.2 Les eaux susceptibles d'être souillées par des graisses et hydrocarbures, et provenant en particulier des activités de chargement, déchargement, regroupement, stockage, de déchets liquides, ainsi que du lavage des véhicules, devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

Constats :

Les eaux de ruissellement des voiries du site où roulent les camions transportant les déchets collectés, avec des opérations de chargement, déchargement, regroupement de déchets liquides, d'huiles usagées notamment, sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures, puis s'écoulent vers le fossé Nord.

Observations :

La prescription est respectée, néanmoins, le point de rejet devrait être contrôlable. La plaque qui protège le point de rejet dans le fossé Nord doit pouvoir être retirée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : 5.2.3 Le rejet des effluents s'effectue dans le fossé d'écoulement rejoignant la rivière l'Euron. Tout rejet direct ou indirect d'effluent résiduaire industriel dans le sol ou le sous-sol est interdit.
Constats : L'inspection n'a pas pu constater le rejet dans le fossé puisque celui-ci est protégé par une plaque en béton qui n'a pas pu être soulevée étant bloquée par de la terre et de l'herbe.
Observations : L'exploitant doit nettoyer les abords de la plaque qui protège le point de rejet pour pouvoir le visiter.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.4		
Thème(s) : Risques accidentels		
Prescription contrôlée : Le rejet de l'effluent résiduaire de l'établissement au milieu naturel présentera les caractéristiques définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation :		
Paramètres	Concentration en mg/l	Méthode de mesure
MES	100	NF EN 872
DCO	300	NF T 90 101
DBO ₅	100	NF T 90 103
Hydrocarbures totaux	20	NF T 90 203
pH	5,5 à 8,5	
Température	< 30 °C et n'entraînant pas d'augmentation de plus de 1,5°C des eaux réceptrices	

Constats :
L'exploitant présente à l'inspection les résultats d'analyses relatifs aux eaux de rejets, en date du 20 décembre 2022, par le laboratoire d'analyses EUROFINS. Les paramètres recherchés sont ceux stipulés par l'arrêté d'autorisation. Les résultats sont conformes aux valeurs définies dans l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.2.5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : 5.2.5 Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sera muni d'un regard placé avant la sortie permettant de vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas d'hydrocarbures. Il sera équipé d'un dispositif d'obturation automatique arrêtant tout rejet dès que le séparateur est plein des hydrocarbures, graisses et huiles séparés. Cet ensemble sera fréquemment et régulièrement entretenu et vérifié, maintenu en bon état de fonctionnement, et débarrassé aussi souvent que nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an, des boues décantées et surnageantes qui pourraient nuire à leur efficacité.
Constats : L'inspection a pu constater la présence d'une plaque béton qui serait selon l'exploitant le lieu du rejet des eaux post-séparateur d'hydrocarbures mais il a été impossible de la soulever pour pouvoir vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas d'hydrocarbures. De plus, aucun dispositif d'obturation automatique n'a pu être présenté à l'inspection. La dernière vidange du séparateur d'hydrocarbures a été réalisée le 28 septembre 2023.
Observations : Le regard du séparateur d'hydrocarbures placé avant la sortie permettant de vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas d'hydrocarbures doit pouvoir s'ouvrir. Un dispositif d'obturation automatique arrêtant tout rejet dès que le séparateur est plein d'hydrocarbures doit être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle de la qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : 5.3.1 Le dispositif de rejet doit être aisément accessible et aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.
Constats : Le dispositif de rejet n'est pas aisément accessible puisqu'une plaque en béton le recouvre et est impossible à soulever. L'aménagement du point de prélèvement n'a donc pas pu être vérifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Contrôle de la qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : 5.3.2 L'exploitant fera réaliser au moins une fois par an, par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, des analyses des paramètres visés au tableau du 5.2.4 supra suivant les méthodes normalisées indiquées sur un échantillon représentatif du rejet.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le résultat d'analyses des eaux de rejets réalisé par un laboratoire accrédité par le COFRAC (comité français d'accréditation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Transmission des résultats de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2000, article 2, point 9.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance : L'exploitant transmet au préfet, au fur et à mesure de leur réception, les résultats commentés de la surveillance des émissions, accompagnés de toute autre donnée complémentaire nécessaire [...]. Pour la surveillance des eaux souterraines les résultats sont transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquenté).
Constats : Les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont bien transmis via l'application GIDAF et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite